



(DÉPARTEMENT DE L'ESSONNE)
CODE POSTAL 91230

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
MAIRIE DE MONTGERON
CONSEIL MUNICIPAL

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

OBJET : **Arrêt du projet de Règlement Local de Publicité (RLP)**

CONSEIL MUNICIPAL DU 17 SEPTEMBRE 2015

L'an deux mil quinze le dix-sept du mois de septembre à 20h01, LE CONSEIL MUNICIPAL, convoqué le 04 septembre 2015, s'est réuni en séance ordinaire sous la présidence de Madame Sylvie CARILLON, Maire

Le Maire, soussigné,
certifie que le compte-
rendu de la présente
délibération a été affiché
dans les délais légaux.

CONSEILLERS EN EXERCICE



Présents : Mme Sylvie CARILLON, Maire, M. DUROVRAY, M. GOURY, Mme BOULAY, M. LEROY, Mme MOISSON, M. CORBIN, Mme GARTENLAUB, M. FERRIER, M. GUENIER (à partir de 21h26), Mme BENZARTI, M. NOEL, Mme MUCEL, Mme SILVERT, Mme KELLERMANN, M. MAGADOUX, Mme PLECHOT, M. LEON-REY, Mme DE SOUZA, M. KNAFO, M. BERTHOU, Mme BRISTOT, M. BARKE, M. JOSEPH, Mme PROVOST, M. CROS, Mme MOUTON

Absents ayant donné procuration :

Mme NICOLAS ayant donné procuration à Mme le Maire
M. GALLOUIN ayant donné procuration à Mme MOISSON
Mme DOLLFUS ayant donné procuration à M. GOURY
M. GUENIER ayant donné procuration à M. CORBIN (jusqu'à 21h26)
M. SOUMARE ayant donné procuration à Mme BOULAY
M. VIGNIER ayant donné procuration à Mme DE SOUZA
Mme BAROUX ayant donné procuration à Mme KELLERMANN
Mme SCHIMIZU ayant donné procuration à M. DUROVRAY
Mme BOURGEOIS ayant donné procuration à Mme BRISTOT

Mme Charlotte de SOUZA a été élue secrétaire de séance

OBJET : ARRET DU PROJET DE REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L2121-29,

Vu les dispositions du chapitre 1ER Titre VIII du livre V du Code de l'Environnement relatif à la publicité, aux pré-enseignes et aux enseignes, notamment ses articles L581-14 et suivants,

Vu le décret n°2012-118 du 30 janvier 2012 relatif à la publicité extérieure, aux enseignes et aux pré-enseignes,

Vu les dispositions du Code de l'Urbanisme, et notamment l'article L123-13 et suivants,

Vu la délibération n°3 du Conseil Municipal en date du 28 Avril 2014 mettant en révision le règlement communal de la publicité, des enseignes et des pré-enseignes,

Vu la délibération n°11 du Conseil Municipal en date du 15 décembre 2014 complétant la délibération n°3 du 28 Avril 2014 mettant en révision le règlement communal de la publicité, des enseignes et des pré-enseignes,

Vu l'avis de la Commission Mixte Aménagement/Services aux Montgeronnais en date du 10 septembre 2015,

Considérant le rapport de présentation ci-joint,

Considérant le projet de Règlement Local de Publicité et ses annexes ci-joint,

**Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré,
À la majorité absolue,**

Abstentions : Mesdames BRISTOT, BOURGEOIS, MOUTON, Messieurs BARKE, CROS

Contre : Madame PROVOST, Monsieur JOSEPH

TIRE

Le bilan de la concertation qui a pris la forme suivante :

- Information des habitants par la publication d'avis sur le site internet de la Commune et dans son journal local.
- Création d'une page dédiée sur le site de la ville <http://www.montgeron.fr/Reglement-de-publicite.html> / Documents présentés aux réunions publiques et en conseil municipal disponibles sur le site de la ville via la rubrique Règlement local de publicité
- Mise à disposition d'un registre (Service urbanisme de la Mairie et d'une adresse courriel (rlp@montgeron.fr) dédiée offrant la possibilité de consigner les observations et suggestions des personnes
- Organisation de réunions publiques dans les quartiers.
 - Réunions avec les Personnes Publiques Associées et les personnes consultées : le 27 mai 2015 – Salle des Mariages
 - Réunions avec les habitants :
 - le 9 juin 2015 (Réunion publique) – Carré D'art
 - Le 3 Septembre 2015 (Réunion publique) – Salle du Nouzet
 - Le 8 Septembre 2015 (Réunion publique) – L'Astral
 - Le 10 Septembre 2015 (Réunion Commerçants) – Salle de Chalandray

- ARRETE** Le projet de Règlement Local de Publicité (RLP) de la commune, tel qu'il est annexé à la présente délibération.
- DIT** Que la présente délibération et le projet de RLP seront notifiés et transmis pour avis, conformément aux dispositions des codes de l'environnement et de l'urbanisme.
- DIT** Qu'en application de l'article R123-18 du code de l'urbanisme, la délibération sera affichée pendant un mois en mairie et qu'en application de l'article L300-2 du code de l'urbanisme, le dossier définitif du projet de RLP tel qu'arrêté en Conseil Municipal, est tenu à la disposition du public au service urbanisme.
- DIT** Que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

POUR EXTRAIT CONFORME



Sylvie CARILLON
Maire de Montgeron

Annexe 1

Notice

Conformément aux modalités indiquées de concertation prévues dans la délibération n°3 du 28 Avril 2014 dans le cadre de la mise en révision du Règlement local de Publicité, la concertation réalisée par la Ville s'est établie comme suit :

Réunions avec les Personnes Publiques Associées et les personnes consultées :

- le 27 mai 2015 – Salle des Mariages
- le 18 juin 2015 – Salle des Mariages

Réunions avec les habitants

- le 9 juin 2015 (Réunion publique) – Carré D'art
- Le 3 Septembre 2015 (Réunion publique) – Salle du Nouzet
- Le 8 Septembre 2015 (Réunion publique) – L'Astral
- Le 10 Septembre 2015 (Réunion Commerçants) – Salle de Chalandray

Outils de compréhension et d'information

Information des habitants par la publication d'avis et d'articles dans le journal local de la Ville.
Création d'une page dédiée sur le site de la Ville <http://www.montgeron.fr/Reglement-de-publicite.html>

Organisation de réunions publiques dans les quartiers.

Documents présentés aux réunions publiques et en conseil municipal disponibles sur le site de la Ville via la rubrique Règlement Local de Publicité.

Outils permettant aux habitants de donner leur avis

Afin d'offrir la possibilité de consigner les observations et suggestions des personnes intéressées, et en particulier de toute personne, tout organisme ou association compétents en matière de paysage, de publicité, d'enseignes et pré-enseignes, d'environnement, d'architecture, d'urbanisme, d'aménagement du territoire, d'habitat et de déplacements, il a été mis à disposition :

- un registre en Mairie au service urbanisme
- une adresse courriel dédiée rlp@montgeron.fr

Préoccupations mises à jour par la concertation :

Les réunions publiques organisées entre Juin et Septembre 2015 ont accueilli environ 160 personnes globalement.

Avec les Montgeronnais et les commerçants, la concertation a mis à jour une approbation des choix visant à embellir la Ville et les rues en matière de publicité et d'enseignes. Elle a également mis à jour des questionnements concernant :

- la mise en œuvre de la nouvelle réglementation, notamment concernant le délai de mise en conformité, la mise en place de mesures d'accompagnement de la Ville pour aider les commerçants dans la démarche, la difficulté pour le commerçant de conditionner le renouvellement de la devanture au moment de la revente du fonds de Commerce (perte

de valeur du fonds de commerce ou plus grande difficulté à trouver un acheteur compte tenu des coûts supplémentaires à prévoir) ou encore la prise en compte des chartes graphiques des grands groupes et ou des franchisés.

- Les impacts en termes budgétaires pour la Ville
- Le besoin de trouver le juste équilibre entre la notion de nuisance et le besoin de signalétique des commerçants.

Les éléments de réponses suivants ont été donnés :

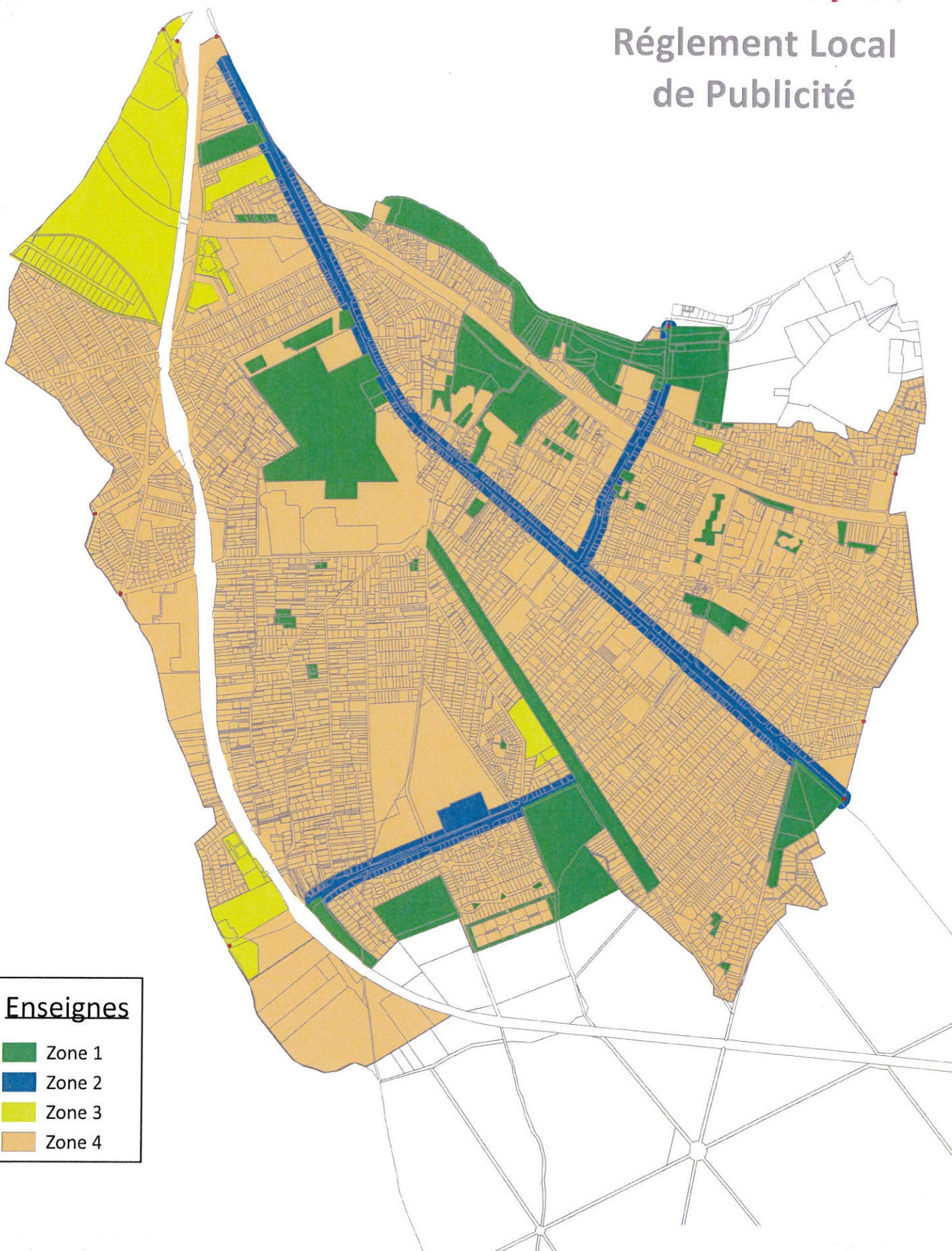
- Les enseignes en place disposent de 6 ans à compter de l'approbation du règlement pour se mettre en conformité. Pour les nouvelles installations et les changements, il n'y a pas de délai. Ce délai est de 2 ans pour les publicités.
- La question d'un subventionnement des travaux de devanture et d'enseigne est en cours de réflexion. Madame le Maire a rappelé que l'objectif, à travers ces nouvelles règles et plus particulièrement la charte Devanture, est de dynamiser le commerce et de permettre une lecture plus claire et plus attractive des activités.
- Concernant la prise en compte des chartes graphiques des groupes ou des franchises, aujourd'hui, les professionnels ont l'habitude de s'adapter aux particularités locales. Ils disposent généralement d'une charte graphique agréementée d'une annexe dressant toutes les adaptations possibles.
- Le retrait des publicités représentent un manque à gagner d'environ 9000€ par an. Concernant les enseignes, celles de – de 12m² sont actuellement exonérées de TLPE et ne génèrent pas de recette. Les recettes en provenance des grosses enseignes pourraient diminuer. L'évaluation du manque à gagner est plus difficile à réaliser. Madame le Maire a indiqué qu'il s'agissait d'un choix politique où la Ville préfère avoir moins de recettes pour un environnement plus agréable.
- Concernant la signalétique, la Commune étudiera les possibilités de mise en place de dispositifs sur mobilier urbain.

Avec les personnes publiques associées, la concertation a mis à jour le souhait d'explicitier les choix et les spécificités des zonages du Règlement ainsi que d'intégrer la question des projecteurs laser.







MONTGERON

Règlement Local de Publicité



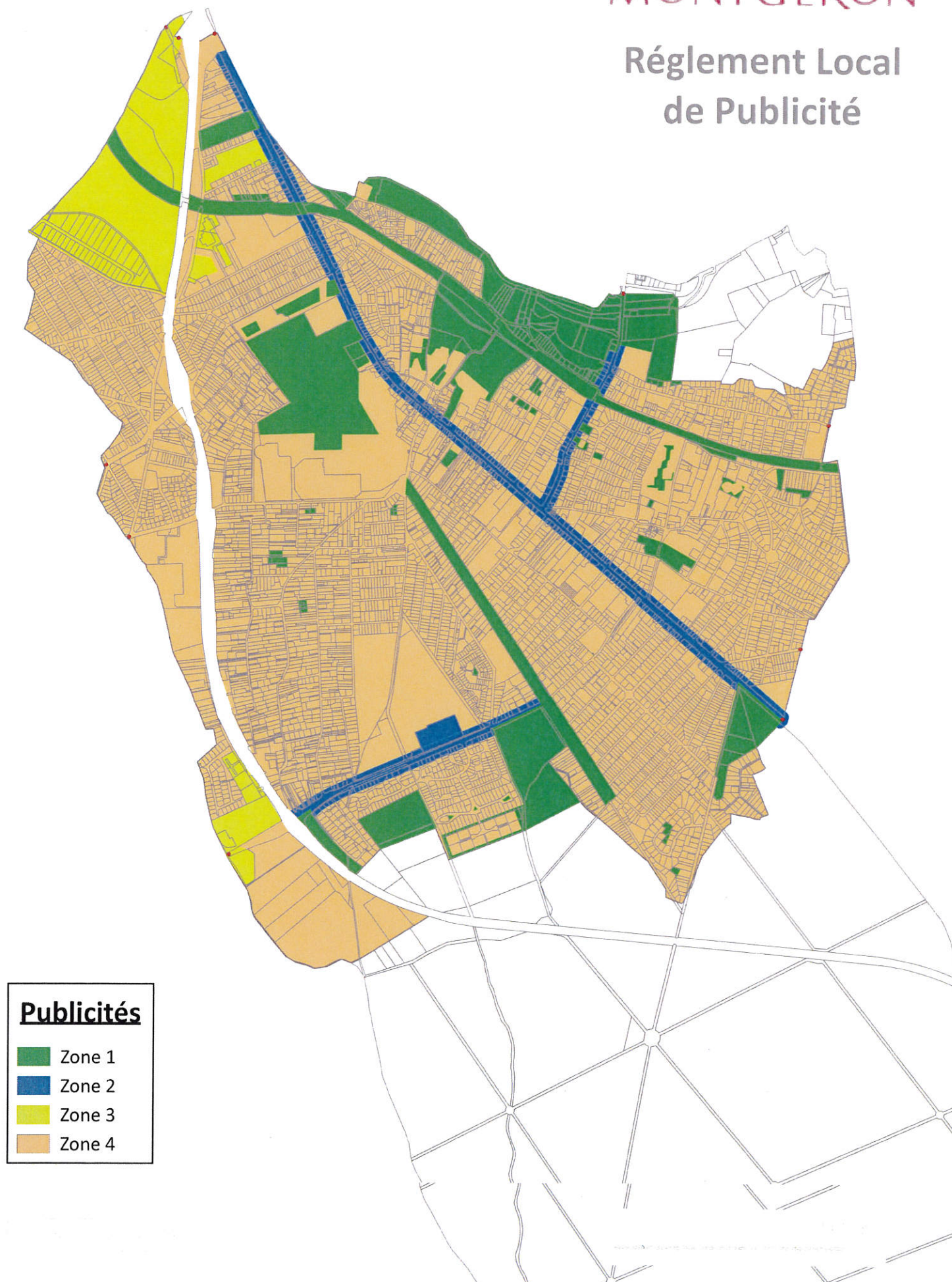
Enseignes

-  Zone 1
-  Zone 2
-  Zone 3
-  Zone 4



MONTGERON

Règlement Local de Publicité



Règlement local de Publicité

Préambule

Afin que publicités et enseignes participent à l'effort de valorisation de la ville, il est fixé au présent règlement les buts suivants :

- Préserver les espaces de nature ;
- Protéger les abords des monuments historiques ;
- Respecter le patrimoine architectural des quartiers d'habitation ;
- Définir les normes relatives à la qualité des matériels constituant les publicités et les enseignes ;
- Harmoniser les dispositifs ;
- Réguler la densité des publicités ;
- Anticiper sur les nouvelles technologies ;
- Organiser les enseignes ;
- Assurer l'intégration des enseignes dans leur contexte et améliorer leur visibilité ;
- Fixer les horaires d'extinction nocturne ;
- Être en adéquation avec la Charte Devanture de la ville.

Il est institué sur le territoire de Montgeron un règlement local de publicité qui comporte des prescriptions communes à toutes les zones et qui définit, pour les publicités, quatre zones (P1 à P4) et pour les enseignes, quatre zones (E1 à E4). Le régime de la publicité et des enseignes applicable dans chacune de ces zones est défini dans les chapitres qui leur sont consacrés.

Les dispositions applicables à la publicité sont énoncées à la première partie.
Les dispositions applicables aux enseignes sont énoncées à la seconde partie.

Les dispositions des textes réglementaires en vigueur qui ne sont pas modifiées par le présent arrêté demeurent opposables aux tiers.

Indépendamment du code de l'Environnement, publicités enseignes et préenseignes sont soumises à d'autres réglementations (code de la route, code de la voirie routière, code du patrimoine, règlement de voirie municipal, règles d'occupation du domaine public).

Sont annexés au présent règlement :

- les documents graphiques faisant apparaître les zones.
- l'arrêté municipal fixant les limites de l'agglomération. Celles-ci sont également représentées sur un document graphique.

RAPPEL :

Art. L. 581-3 du code de l'environnement

« Au sens du présent chapitre :

1° Constitue une publicité, à l'exclusion des enseignes et des préenseignes, toute inscription, forme ou image, destinée à informer le public ou à attirer son attention, les dispositifs dont le principal objet est de recevoir lesdites inscriptions, formes ou images étant assimilées à des publicités ;

2° Constitue une enseigne toute inscription, forme ou image apposée sur un immeuble et relative à une activité qui s'y exerce ;

3° Constitue une préenseigne toute inscription, forme ou image indiquant la proximité d'un immeuble où s'exerce une activité déterminée. »

Article L. 581-19 du code de l'environnement

« Les préenseignes sont soumises aux dispositions qui régissent la publicité »

Déclarations

L'installation, la modification ou le remplacement d'un dispositif ou d'un matériel qui supporte de la publicité font l'objet d'une déclaration préalable, définie par le code de l'environnement.

Les préenseignes dont les dimensions excèdent 1 m en hauteur ou 1,5 m en largeur sont également soumises à la déclaration préalable.

Autorisations

Les publicités lumineuses sont soumises à autorisation du maire.

Les enseignes sont également soumises à autorisation du maire « Sur les immeubles et dans les lieux mentionnés aux articles L.581-4 et L.581-8, ainsi que dans le cadre d'un règlement local de publicité, l'installation d'une enseigne est soumise à l'autorisation ».

Affichage d'opinion

Les emplacements destinés à l'affichage d'opinion ainsi qu'à la publicité relative aux associations sans but lucratif sont déterminés par arrêté du maire, en application de l'article L.581-13 du code de l'environnement.

Première partie : Dispositions applicables à la publicité

Chapitre préliminaire : Règles communes à toutes les zones

Article P.1 : Entretien

Chaque intervention sur l'installation donne lieu à une vérification complète, au remplacement des pièces défectueuses, au nettoyage du matériel et de ses abords. Les parties défailtantes des dispositifs lumineux doivent être réparées ou remplacées sans délai.

Les dispositifs dotés d'un moteur électrique doivent être munis de systèmes de rotation parfaitement entretenus dont les valeurs de bruit sont conformes aux dispositions du décret n°2006-1099 du 31 août 2006 relatif à la lutte contre les nuisances sonores.

Article P.2 : Accessoires

Dans un souci d'esthétique et de préservation de l'environnement, les accessoires suivants sont interdits : jambes de forces, pieds-échelle, fondations (béton) dépassant le niveau du sol, gouttières à colle, passerelles.

Article P.3 : Couleur des dispositifs publicitaires

Les structures et accessoires des dispositifs publicitaires sont de couleur RAL 6012.

Article P.4 : Murs de clôture et clôtures

Les publicités sont interdites sur les murs de clôture et les clôtures, aveugles ou non.

Article P.5 : Pignons et façades

Un support (façade ou pignon) ne peut accueillir qu'un seul dispositif.

Un dispositif ne doit pas masquer, même partiellement, les motifs d'architecture ni les éléments de modénature d'une construction.

Un dispositif doit être centré sur l'axe médian du support, lorsque ce dernier présente une largeur inférieure à 7 mètres, sauf impossibilité technique. Il est implanté à 0,50 mètre au moins de toute arête (faîte d'un mur, angle).

Lorsqu'un chaînage d'angle est visible, le dispositif est implanté en retrait de celui-ci.

Si le mur comporte une ou plusieurs ouvertures d'une surface inférieure à 0,50 m², le dispositif est installé à 0,50 mètre au moins de celle-ci.

Aucun point d'un dispositif ne peut s'élever à plus de 6 mètres du sol (mesurés au pied du mur)

Article P.6 : Publicité de petit format intégrée à une devanture commerciale

La surface de la publicité de petit format, telle que définie au code de l'environnement, est limitée à 1 m².

Article P.7 : Publicités scellées au sol ou installées directement sur le sol

Tout dispositif d'une surface utile supérieure à 2 m² est de type « monopied ». Ce pied est vertical, sa largeur n'excède pas le quart de la largeur totale du dispositif.

Lorsque le dispositif est exploité recto-verso, les deux faces ne doivent pas présenter de séparations visibles : la juxtaposition de plateaux à « flancs ouverts » est interdite. Cette disposition ne concerne pas les chevalets.

Lorsque le dispositif est simple face, son dos est carrossé.

Dans les zones où ils sont admis, un seul dispositif publicitaire scellé au sol, éventuellement double-face, est autorisé par unité foncière.

A l'exception des dispositifs de jalonnement installés sur le domaine public, la surface utile d'une publicité ne peut être inférieure à 1 m².

La surface utile d'une publicité ne peut excéder 8 m² par face, la surface totale du dispositif, hors pied, ne pouvant excéder 11 m².

Article P.8 : Mobilier urbain

La publicité est admise sur le mobilier urbain dans les conditions fixées par le code de l'environnement et par les règles propres à chaque zone.

Article P.9 : Les publicités lumineuses, autres que les publicités éclairées par projection ou transparence

Elles sont soumises à autorisation. Celle-ci est accordée ou refusée par le maire selon la procédure prévue par le code de l'environnement.

Elles respectent les règles de densité des publicités non-lumineuses.

Article P.10 : Chevalets

Un seul dispositif posé sur le sol peut être autorisé par établissement. Utilisable au recto et au verso, ses dimensions n'excèdent pas 1,00 mètre en hauteur et 0,80 mètre en largeur.

Ces dispositifs sont installés au droit de l'établissement et ne doivent pas nuire à la sécurité et l'usage normal de la voie publique, et doivent notamment respecter les prescriptions de la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté personnes handicapées, et des décrets et arrêtés en portant application.

Article P.11 : Préenseignes temporaires

Elles peuvent être apposées au maximum 10 jours avant et retirées au maximum 3 jours après l'événement qu'elles annoncent.

Article P.12 : Horaires d'extinction de la publicité lumineuse

Les publicités lumineuses sont éteintes entre 23 heures et 7 heures, à l'exception de celles éclairées par projection ou transparence supportées par le mobilier urbain et des publicités numériques supportées par le mobilier urbain, à condition que leurs images soient fixes.

Chapitre P.1 : Dispositions applicables à la zone P1

Article P.1.1 : Définition de la zone

La zone 1 couvre l'ensemble des secteurs N ou EBC repérés au PLU, les cônes de visibilité sur la vallée de l'Yerres, ainsi que les talus des voies ferroviaires.

Article P.1.2 : Publicités non-lumineuses

Les dispositifs de très petite dimension destinés au jalonnement de bâtiments ou commerces situés sur le territoire communal sont admis sur le domaine public, sous réserve d'avoir satisfait aux règles d'occupation de ce domaine. Ils sont constitués de flèches d'une surface maximum de 0,20 m².

Toute autre forme de publicité est interdite.

Article P.1.3 : Publicités lumineuses, autres que les publicités éclairées par projection ou transparence

Elles sont interdites.

Article P.1.4 : Publicités sur mobilier urbain

Les publicités sont admises sur le mobilier urbain. La surface utile maximum est de 2 m², la surface totale du dispositif, hors pied, ne pouvant excéder 3 m² par face.

Article P.1.5 : Publicité de petit format

Les publicités de petit format intégrées aux devantures commerciales ne pourront excéder le nombre de 1 par établissement.

Chapitre P.2 : Dispositions applicables à la zone P2

Article P.2.1 : Définition de la zone

Cette zone couvre les axes suivants sur une largeur de 20 m à compter de l'alignement:

- Avenue de la République dans sa totalité
- Avenue Jean Jaurès
- Avenue Charles de Gaulle de la rue Marguerite à la RN 6
- Rue du Général Leclerc
- Avenue du Maréchal Foch

Article P.2.2 : Publicités non-lumineuses

Les dispositifs de très petite dimension destinés au jalonnement de bâtiments ou commerces situés sur le territoire communal sont admis sur le domaine public, sous réserve d'avoir satisfait aux règles d'occupation de ce domaine. Ils sont constitués de flèches d'une surface maximum de 0,2 m².

Toute autre forme de publicité est interdite.

Article P.2.3 : Publicités lumineuses, autres que les publicités éclairées par projection ou transparence

Les publicités lumineuses numériques peuvent être autorisées sur le mobilier urbain exclusivement.

Article P.2.4 : Publicités sur mobilier urbain

Les publicités sont admises sur le mobilier urbain. La surface utile maximum est de 2 m², la surface totale du dispositif, hors pied, ne pouvant excéder 3 m² par face.

Article P.2.5 : Publicité de petit format

Les dispositifs de petit format intégrés aux devantures commerciales ne pourront excéder le nombre de 1 par établissement.

Chapitre P.3 : Dispositions applicables à la zone P3

Article P.3.1 : Définition de la zone

Cette zone couvre :

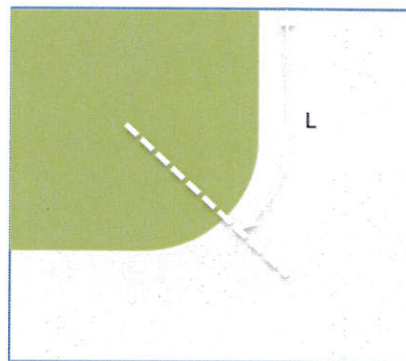
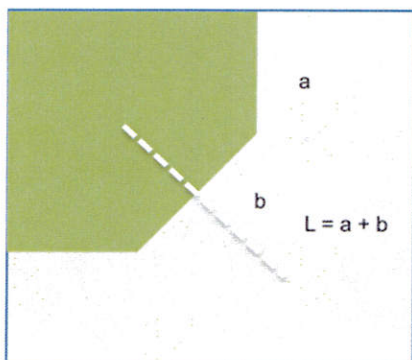
- La zone commerciale Maurice Garin
- Le centre commercial du Val d'Oly
- Les autres zones d'activités commerciales

Article P.3.2 : Publicités non-lumineuses

Leur surface utile est limitée à 8 m². Pour les dispositifs scellés au sol, la surface totale, hors pied, ne peut excéder 11 m².

Les publicités sont interdites sur les unités foncières dont le côté bordant la voie ouverte à la circulation du public est inférieur ou égal à 15 mètres linéaires.

Les pans-coupés des unités foncières situées à l'intersection de 2 voies sont additionnés pour moitié à l'une des voies, et pour moitié à l'autre.



Article P.3.3 : Publicités lumineuses, autres que les publicités éclairées par projection ou transparence

La surface des publicités lumineuses numériques est limitée à 4 m².

Article P.3.4 : Publicités sur mobilier urbain

Les publicités sont admises sur le mobilier urbain dans les conditions du règlement national.

Article P.3.5 : Publicité de petit format

Les publicités de petit format intégrées aux devantures commerciales ne pourront excéder le nombre de 1 par établissement.

Chapitre P.4 : Dispositions applicables à la zone P4

Article P.4.1 : Définition de la zone

Cette zone couvre les parties du territoire aggloméré de la commune qui ne sont comprises dans aucune des zones 1, 2 ou 3.

Article P.4.2 : Publicités non lumineuses

Tous les dispositifs sur support, scellés au sol ou installés directement sur le sol, d'une surface utile supérieure à 2 m², sont interdits.

Les publicités sont interdites sur les unités foncières dont le côté bordant la voie ouverte à la circulation du public est inférieur ou égal à 15 mètres linéaires.

Article P.4.3 : Publicités lumineuses, autres que les publicités éclairées par projection ou transparence

Elles sont interdites.

Article P.4.4 : Publicités sur mobilier urbain

Les publicités sont admises sur le mobilier urbain dans les conditions du règlement national.

Article P.4.5 : Publicité de petit format

Les dispositifs de petit format intégrés aux devantures commerciales ne pourront excéder le nombre de 1 par devanture.

Deuxième partie : Dispositions applicables aux enseignes

Chapitre préliminaire : Règles communes à toutes les zones

Article E.1 : Les enseignes

La surface des enseignes sur les murs de clôture et les clôtures, aveugles ou non, est limitée à 1 m².

Les enseignes fixées sur les arbres ou plantations sont interdites.

Article E.2 : Drapeaux et oriflammes

L'utilisation de drapeaux ou oriflammes ne peut être admise pour les enseignes fixes.

Article E.3: Enseignes temporaires

Elles peuvent être apposées au maximum 10 jours avant et retirées 3 jours après l'événement qu'elles annoncent.

Une activité ne peut annoncer plus de 4 manifestations exceptionnelles par an.

Les enseignes temporaires immobilières* sont admises à raison d'un dispositif scellé au sol ou mural, de surface 8 m² maximum, par unité foncière. L'utilisation du bois dans les parties structurantes du dispositif est interdite.

**Enseignes installées pour plus de trois mois lorsqu'elles signalent des travaux publics ou des opérations immobilières de lotissement, construction, réhabilitation, location et vente ainsi que les enseignes installées pour plus de trois mois lorsqu'elles signalent la location ou la vente de fonds de commerce*

Les enseignes temporaires portant la mention « à louer » ou « à vendre » n'excèdent pas 0,80 m de large et 0,60 m de haut. Elles sont limitées à une par agence immobilière et par bien à vendre ou à louer. Elles sont apposées parallèlement au mur ou sur balcon.

Article E.4 : Horaires d'extinction des enseignes lumineuses

Les enseignes lumineuses sont éteintes entre 23 heures et 7 heures, lorsque l'activité signalée a cessé.

Lorsqu'une activité cesse ou commence entre 22 heures et 8 heures du matin, les enseignes sont éteintes au plus tard une heure après la cessation d'activité de l'établissement et peuvent être allumées une heure avant la reprise de cette activité.

Il peut être dérogé à ces obligations d'extinction lors d'événements exceptionnels définis par arrêté municipal.

Chapitre E.1 : Dispositions applicables à la zone E1

Article E.1.1 : Définition de la zone

La zone 1 couvre l'ensemble des secteurs N ou EBC repérés au PLU.

Article E.1.2 : Enseignes en façade

Elles sont limitées à 15% de la surface de la façade commerciale.
Elles respectent la charte Qualité de la ville.

Article E.1.3 : Enseignes scellées au sol ou installées directement sur le sol

Les enseignes scellées au sol ou installées sont interdites.

Article E.1.4 : Enseignes en toiture

Elles sont interdites.

Article E.1.5 : Enseignes numériques

Elles sont interdites

Article E.1.6 : Enseignes à faisceau de rayonnement laser

Elles sont interdites.

Chapitre E.2 : Dispositions applicables à la zone E2

Article E.2.1 : Définition de la zone

Cette zone couvre les axes suivants sur une largeur de 20 m à compter de l'alignement:

- Avenue de la République dans sa totalité
- Avenue Jean Jaurès
- Avenue Charles de Gaulle de la rue Marguerite à la RN 6
- Rue du Général Leclerc
- Avenue du Maréchal Foch

Article E.2.2 : Enseignes en façade

Elles sont limitées à 15% de la surface de la façade commerciale.
Les enseignes respectent la Charte Qualité de la ville.

Article E.2.2.1 : Les enseignes à plat :

Les enseignes ne doivent pas masquer les motifs d'architecture des façades de l'immeuble, ni nuire à la vue sur un élément patrimonial ou sur la perspective d'ensemble de la rue.

Les lettres découpées et les boîtiers rétro-éclairés seront privilégiées.

La longueur de l'enseigne ne doit pas être supérieure à celle de la devanture commerciale. Elle doit respecter la trame parcellaire et architecturale et laisser libre la porte d'accès aux étages et son imposte. Elles sont de préférence alignées sur les ouvertures de l'immeuble (baies, portes).

Elles ne doivent pas être situées à un niveau plus élevé que le niveau des appuis de fenêtres du 1^{er} étage.

Sont interdits :

- les dispositifs pivotants ou clignotants sauf pharmacies de garde, services d'urgence ;
- les messages lumineux défilants ;
- les enseignes au-dessus des marquises ou auvents ;
- les enseignes sur balcons, corniches.

Article E.2.2.2 : Les enseignes perpendiculaires :

Les enseignes perpendiculaires sont limitées à une par établissement. Les établissements ayant plusieurs activités (ex : tabac-presse) peuvent installer une enseigne perpendiculaire supplémentaire.

Les sources lumineuses sont les plus discrètes possibles.

Les signalétiques composées de fils néons soulignant extérieurement les éléments d'architecture de la devanture ou de l'immeuble abritant l'activité sont interdites.

Les enseignes lumineuses de type caisson sont interdites.

Les enseignes sont disposées en limite latérale des façades et ne dépassent pas :

- en hauteur, le haut des baies du rez-de-chaussée et l'appui des fenêtres du 1^{er} étage,
- en saillie, ne pouvant excéder 0,80 mètre du nu du mur de façade,
- en surface, 0,80 m².

Article E.2.3 : Enseignes scellées au sol ou installées directement sur le sol

Le long de chaque voie bordant l'unité foncière où est installée l'activité, les enseignes scellées au sol ou installées directement sur le sol sont limitées à un dispositif.

Lorsque plusieurs activités sont implantées sur une même unité foncière, leurs messages doivent être regroupés sur un seul et unique dispositif le long de chaque voie bordant l'unité foncière.

La surface d'une enseigne scellée ou posée au sol ne peut excéder 4 m². Sa hauteur ne peut excéder 4 mètres. Sa largeur ne peut excéder 1 mètre.

Les oriflammes et les drapeaux ne sont pas autorisés.

Article E.2.4 : Enseignes en toiture

Elles sont interdites.

Article E.2.5 : Enseignes numériques

Leur surface n'excède pas 2 m².

Article E.2.6 : Enseignes à faisceau de rayonnement laser

Elles sont interdites.

Chapitre E.3 : Dispositions applicables à la zone E3

Article E.3.1 : Définition de la zone

Cette zone couvre:

- La zone commerciale Maurice Garin
- Le centre commercial du Val d'Oly
- Les autres zones d'activités économiques classées au PLU

Article E.3.2 : Enseignes en façade

Le règlement national s'applique pour les enseignes à plat et les enseignes perpendiculaires.
Les enseignes respectent la Charte Qualité de la ville.

Article E.3.3 : Enseignes scellées ou installées directement sur le sol

Le long de chaque voie bordant l'unité foncière où est installée l'activité, les enseignes scellées au sol ou installées directement sur le sol sont limitées à un dispositif.

Lorsque plusieurs activités sont implantées sur une même unité foncière, leurs messages doivent être regroupés sur un seul et unique dispositif le long de chaque voie bordant l'unité foncière.

La surface d'une enseigne scellée ou posée au sol ne peut excéder 6 m². Sa hauteur ne peut excéder 6 mètres.
Sa largeur ne peut excéder 2 mètres.

Article E.3.4 : Enseignes en toiture

Elles respectent le règlement national.

Article E.3.5 : Enseignes numériques

Elles respectent le règlement national.

Article E.3.6 : Enseignes à faisceau de rayonnement laser

Elles respectent le règlement national.

Chapitre E.4 : Dispositions applicables à la zone E4

Article E.4.1 : Définition de la zone

Cette zone couvre les parties du territoire aggloméré de la commune qui ne sont comprises dans aucune des zones 1, 2 ou 3.

Article E.4.2 : Enseignes en façade

Elles sont limitées à 15% de la surface de la façade commerciale.
Les enseignes respectent la Charte Qualité de la ville.

Article E.4.2.1 : Les enseignes à plat :

Les enseignes à plat sont limitées à une par établissement.

Elles ne doivent pas nuire à la vue sur un élément patrimonial ou sur la perspective d'ensemble de la rue ou de la place.

Les lettres découpées et les boîtiers rétro-éclairés seront privilégiées.

La longueur de l'enseigne ne doit pas être supérieure à celle de la devanture commerciale. Elle doit respecter la trame parcellaire et architecturale et laisser libre la porte d'accès aux étages et son imposte. Elles sont de préférence alignées sur les ouvertures de l'immeuble (baies, portes).

Elles ne doivent pas être situées à un niveau plus élevé que le niveau des appuis de fenêtres du 1^{er} étage.

Sont interdits :

- les dispositifs pivotants, clignotants sauf pharmacies de garde, services d'urgence ;
- les messages lumineux défilants ;
- les enseignes au-dessus des marquises ou auvents ;
- les enseignes sur balcons, corniches ou toitures ;

Article E.4.2.2 : Les enseignes perpendiculaires :

Les enseignes perpendiculaires sont limitées à une par établissement. Les établissements ayant plusieurs activités (ex : tabac-presse) peuvent installer une enseigne perpendiculaire supplémentaire selon le modèle adapté aux secteurs protégés.

Les sources lumineuses sont les plus discrètes possibles.

Les signalétiques composées de fils néons soulignant extérieurement les éléments d'architecture de la devanture ou de l'immeuble abritant l'activité sont interdites.

Les enseignes lumineuses de type caisson sont interdites.

Elles sont disposées en limite latérale des façades et ne dépassent pas :

- en hauteur, le haut des baies du rez-de-chaussée et l'appui des fenêtres du 1^{er} étage,
- en saillie, ne pouvant excéder 0,80 mètre du nu du mur de façade,
- en surface, 0,50 m².

Article E.4.3 : Enseignes scellées posées au sol ou installées directement sur le sol

Le long de chaque voie bordant l'unité foncière où est installée l'activité, les enseignes scellées au sol ou installées directement sur le sol sont limitées à un dispositif.

Lorsque plusieurs activités sont implantées sur une même unité foncière, leurs messages doivent être regroupés sur un seul et unique dispositif le long de chaque voie bordant l'unité foncière.

La surface d'une enseigne scellée ou posée au sol ne peut excéder 4 m². Sa hauteur ne peut excéder 4 mètres. Sa largeur ne peut excéder 1 mètres.

En outre, les mâts supportant des drapeaux ou oriflammes peuvent être autorisés pour la réalisation d'enseignes permanentes. Leur hauteur est limitée à 6 mètres.

Lorsque leur surface excède 1 m², ils se substituent à toute autre enseigne scellée ou posée au sol, et sont limités à un le long de chaque voie bordant l'unité foncière. Leur hauteur est limitée à 6 mètres.

Lorsque leur surface unitaire est inférieure à 1 m², leur nombre est limité à un par tranche de 40 mètres de la façade de l'unité foncière. Les mâts autorisés sur chaque voie peuvent être regroupés.

Article E.4.4 : Enseignes en toiture

Elles sont interdites.

Article E.4.5 : Enseignes numériques

Elles sont limitées à 2 m².

Article E.4.6 : Enseignes à faisceau de rayonnement laser

Elles sont interdites.